

Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?

Parmi les 2 000 maladies infectieuses et parasitaires affectant l'espèce humaine, 60 % ont une origine animale. L'émergence de ces maladies peut elle-même être liée à la pression qu'exercent les humains sur les écosystèmes, notamment lorsque des forêts sont détruites pour l'agriculture, que des animaux sauvages sont braconnés ou mis en contact avec des animaux d'élevage, regroupés en grand nombre. Les évolutions des modes de vie, dont les modes alimentaires, et des modes de production agricole, y compris sous l'effet du changement climatique, bouleversent les équilibres naturels et augmentent les risques de transmission de pathogènes. Dans un monde où l'on voyage de plus en plus, et souvent très loin, ces transmissions peuvent créer des pandémies mondiales. C'est ce qui s'est passé pour le Covid-19.

Les approches systémiques de la santé (One Health, santé environnementale) permettent d'appréhender ces interactions, d'imaginer comment mieux se prémunir des risques et de repenser nos relations avec la « nature », qui ne peut plus être vue uniquement comme une ressource.

Cette présentation du problème en période de stress conduit à une réaction similaire à aux grandes épidémies du passé et notamment celle de la peste ou celle de la grippe espagnole. Elle conduit à des réflexes de paniques et à des attitudes extrêmes, qui ne prennent pas en compte les progrès réels que notre connaissance de notre environnement améliorée par de nombreux outils et surtout par la part de notre activité que nous avons libéré des contraintes de recherche ou de travail nécessaire à notre nourriture, à la fabrication d'outils de plus en plus efficaces et à notre logement qui limite les stress climatiques.

Dans la réponse qui a été faite à cette manifestation de la vie la part de la peur est considérable au point que l'on a stérilisé 51 % de l'activité économique comptabilisée en France et certainement de près de 80 % si l'on prend en compte les interactions familiales, de voisinage, et d'entretien de notre environnement personnel et les actes de santé repoussés aux calendes grecs.

Prenons quelques exemples

- 400000 infractions à des règles imprécises et surtout inadaptées aux contextes variés de notre environnement national et dit-on une incarcération ;
- La vision d'un transport de malade par TGV moyen de transport particulièrement exigü et inadapté mettant en danger un personnel médical donné comme en sous effectif ;
- La vision répétée à l'envie de malades sous plastique et assistance respiratoire dans des locaux surchargés ;
- une information imprécise qui ne dénombre que les morts et les malades contaminés recensés en raison de formes graves de la maladie. Aucune informations sur les rémissions ou les guérisons ni sur les coûts en contamination du personnel soignant.
- On ignore notamment si les décès répertoriés sont dus au virus ou aux pathologies nosocomiales types staphylocoque doré ou candida albicans. Les symptômes diarrhéiques peuvent d'ailleurs être causés par la destruction par antibiotiques de la faune intestinale.

A l'inverse si l'on se base sur les caractéristiques de l'épidémie divulguée :

1. il s'agit d'un virus dont on connaît d'autres formes notamment animales ;
2. Il n'entraîne qu'une mortalité limitée et des formes bénignes maîtrisées par 85 % de la population
3. Comme tous les virus il est sensible aux UV et a une durée de vie courte ;
4. Il survit plusieurs jours sur le métal et le plastique contre quelques heures sur le tissu ;
5. On est face à une controverse sur la Chloroquine, mais on ne sait rien sur la quinine et les huiles essentielles efficaces dans le cas de pathologies grippales ;
6. On n'a pas d'explications sur les différences de morbidité entre la Chine et le reste du monde.

Si l'on se place au coin du bon sens au lieu de confiner les gens, il aurait été préférable de les exposer le plus possible au soleil et stimuler leur défenses immunitaires.

Ainsi la réponse globale et la stratégie de panique utilisée conduit à des réactions de stupidité au lieu d'une gestion de terrain au plus juste.

Pour la sortie de crise au lieu de confiner encore plus les populations il serait avisé entre autre de mobiliser les patients immunisés et les porteurs de virus sans symptômes pour venir en renfort des services d'urgence sans attendre que les statistiques disent que le pic de contaminations est dépassé et que sur cette donnée, permettre enfin au gens de développer leur immunité !

Après ces remarques préliminaires qui fixent le décalage entre adaptation et confinement venons en aux choix qui en matière de gestion de risques me semblent clairs et simples dans leurs principes et sont illustré par la (re)découverte du microbiote intestinal fortement agressé par les antibiotiques dont on admet après de décennie de consommation à haute dose au point que ma belle fille quand j'ai fait sa connaissance se nourrissait au médicaments.

Nos organisations de productions que cela soit agricoles ou industrielles sont dominée par le principe des économies d'échelle, c'est à partir de ce dogme que l'on concentre les populations dans des villes tentaculaires, que l'on double les capacités de productions des centrales thermonucléaire à chaque nouvelle tranche, que l'on fait des gratte-ciels d'un kilomètre de haut que l'on creuses des mines de charbon d'or ou de minerais de fer à ciel ouvert avec des réservoirs de boues de concentrations qui polluent le Rio Doce¹ sur des milliers de kilomètres. Mon expérience de l'élevage d'intégration initié par les producteurs d'aliments du bétail et celle du veau aux hormone des années 70, m'a montré que les projets pharaoniques ont toujours produit des catastrophes notamment écologique (barrage des trois gorges, barrage Nacer etc.)

A partir d'une certaine taille nos projets dépassent le seuil de tolérance que les processus biologique peuvent absorber. En outre leur empreise environnementales dépassent très largement les impacts directs répertoriés.

Le plus emblématique est celui de l'or, que l'on extrait à raison dans les cas les plus favorable à raison d'un gramme par tonne et qu'ensuite concentrés on ré-enterré dans les coffres forts des banques centrales. Bien pire on négocie sur les marché à terme sous forme papier un espoir de leur productions futures dans quinze ans sur base d'estimations dont l'escroquerie BreX² montre que ce n'est pas sans une certaine fragilité.

Je prépare un ouvrage dont le but est de mettre en évidence la fragilité qu'ont acquis nos système de valorisation.

Le sujet que vous désirez voir abordé au plan fondamental devrait être pourquoi braconne-t-on la faune sauvage ou pourquoi notre empreise en matière agricole conduit à une destruction des équilibres qui existent depuis de millions d'années et qui se renouvellent en permanence sans que nous en tenions compte ?

Pour présenter le processus d'acquisition d'une approche plus équilibrée de notre rapport avec les ressources de la planète je vais rapporter deux exemples du quotidien observés récemment.

On a au cours des récentes périodes de confinement contraint de plus en plus durement la pratique des activités sportives. Dans un premier temps les directives n'étaient pas très explicites. Dans un second temps on a limité de façon drastique les endroits où ces pratiques étaient autorisés que l'on soit à Paris ou à Villedieu les Poêles. Ensuite la durée de cette pratique a été réduite assimilée à la durée de promenade des animaux de compagnie. Enfin le Préfet de Seine & Marne en a restreint les périodes de pratique le matin avant 10h le matin, et après 19h le soir.

1 En novembre 2015, la ville de Mariana, Brésil, a été durement touchée par une catastrophe écologique. Le barrage de rétention de déchets Fundão, sur le site de la mine de Samarco, s'est rompu, déversant des millions de litres d'eau, de boue et de débris 650 kilomètres en aval du Rio Doce et finissant sa course meurtrière dans l'océan Atlantique.

2 Wikipedia :Mine d'or de Bre-X Busang Son site aurifère mystérieux et interdit à la presse, enfoui au cœur de la jungle indonésienne et censé contenir, d'après les tests et échantillons, quelque 200 millions d'onces d'or (4 000 tonnes d'or), soit le gisement « le plus riche jamais découvert au XXe siècle ».L'enquête montra que les forages de la future mine avaient été frauduleusement "salés" - ajout d'or dans les carottes pour simuler sa présence - et ne contenaient aucun métal précieux.

Or ces deux périodes correspondent à des pics de circulation, des gens se rendant au travail ou en revenant, de promenade familiales ou d'approvisionnement notamment dans les communes à faible concentration urbaine qui sont nombreuses dans le département. J'ai déjà signalé pareille inadéquation en ce qui concerne les durées. En faisant moi-même la comparaison entre ma pratique antérieure déjà contrainte par la disposition géographique, le nombre de personnes rencontrées sur des lieux peux fréquentés est multipliée par quatre.

Plus globalement la contrainte au personnes les plus dynamiques et les plus soucieuses de leur santé est pour le moins inappropriée !

Le second exemple à trait aux approvisionnements de première nécessité. Une personne victime d'un accident qui a occasionné une fracture grave du poignet droit et donc lourdement handicapée se présente à un super marché accompagnée d'une personne indispensable à la réalisation de ses approvisionnements. L'accès est refusé car le vigile à pour instruction de n'accepter qu'une personne par famille. Scénario similaire dans un autre établissement, cette personne se présente à une caisse prioritaire. L'accès lui est refusé car elle n'a pas de carte : le bras en écharpe et l'attelle ne suffit pas ! La responsable d'accueil sollicitée a une tirade de bravoure : « vous êtes accidentée, mais non handicapée. L'établissement de la chaîne des magasins Leclerc réalise ensuite la prouesse de lui interdire d'emmener six paquets d'eau minérale représentant une semaine de consommation le maximum autorisé par la direction étant de trois.

Ces deux anecdotes montrent combien peuvent être dommageables des instructions mal adaptées au contexte ou elle s'appliquent. Combien de cas plus dramatiques ont-ils générés mort d'homme ? Plus proche de l'éco-agriculture ; les jardiniers savent qu'il faut éviter certaines associations dans leur potager et notamment la betterave et la carotte ou l'aubergine et la pomme de terre.

Outre les grandes exploitations en mono-culture conduisent à des chutes de rendement importantes comme celle qui a réduit de 90 % la production de sucre Permanbuco au Brésil en 2002 et qui aurait été encore plus dramatique en 2016 malgré la mise en place de réserves aquatique pour l'irrigation, de la même manière la production céréalière française de l'an passé a été fortement affectée par la sécheresse.

Or avec les expériences faites en agriculture tropicale, nous avons expérimenté des moyens permettant de limiter les impacts des accidents climatiques importants (Voir publication AFD). Cependant leur développement se heurte à notre système de valorisation conçu pour gérer l'abondance mais non la pénurie ni la volatilité en volume.

Il convient donc de modifier cette approche qui ne valorise pas les risques les plus dramatiques semblable à la crise COVID19 car l'évaluation de ces risques basée sur des statistiques revient à baser nos politiques sur la fréquence et non sur l'intensité que Benoit Mandelbrot appelle l'effet NOE.

Une première approche serait de redéfinir le rôle des coopératives agricoles et autres organismes de stockage et de commercialisation dont l'économie est basée sur les volumes. Un mécanisme d'aide aux stockages stratégiques inspiré de celui en vigueur pour le pétrole serait le plus facile à mettre en place.

Parallèlement la réorientation des personnels libérés de l'approche commerciale devrait être prioritaire pour la conception de mécanismes de défense face aux variations climatiques extrêmes et aux collectes d'information sur les écosystèmes pour permettre de concevoir des associations de cultures défensives comme ce fut le cas dans le passé des associations luzerne céréales.

Par ailleurs le sur dimensionnement des contrôleurs agricoles qui s'emploient à rechercher l'animal conservé pour la consommation personnelle de l'éleveur, serait nettement plus utile à collecter les données dramatiquement manquantes pour la connaissance des plantes et animaux barrière.

Enfin les rémunérations des céréaliers devraient être basées sur le volume de matière sèche produite et une valorisation complémentaire pour les éleveurs des expériences de bioénergie devraient être mises en place pour l'échange des excès d'azote des régions d'élevage en faveur des régions de grande culture en substitution des engrais partiels et progressifs des engrais chimiques. Un glissement vers une agriculture multi-produits devrait se faire avec la prise en compte de la biodiversité des bassins agricoles.

Ainsi la remise en cause ne peut être que progressive tout d'abord en œuvrant contre la désertifications de nos zones rurales, en reconstituant des protections à nos cultures contre le vent, ou le soleil ou la sécheresse. Pour cela il faut que l'on redéveloppe des savoir faire qui assurent une autonomie satisfaisante à des zones limitées ayant en commun un ensemble de savoir faire susceptibles d'être échangés avec des environnement proches et lointain. Il n'est pas acceptable que internet ou la télévision ne soit pas accessible à certains endroits, comme il n'est pas acceptable que l'on vende du Brie de Provins mais qu'il n'y ait aucune vache à l'horizon.

Derrière tous ces problèmes se trouve un problème de valorisation et de transfert indus de risque et surtout une approche conceptuelle qui ne lie pas toute les composantes de la valeur et principalement que le risque catastrophique ne soit pas pris en compte de même que le risque de stérilisation des compétences que constitue le chômage et surtout le risque que le cadre légal soit devenu illisible pour la majorité des citoyens.

De vouloir instituer des règles européennes unifiées est une utopie couteuse et dangereuse. Si l'on veut conserver une même monnaie il faut accepter qu'une solidarité de signature existe et que les dettes communautaires soient compensées par des aides ciblées sur les investissements capable de les apurer.

La réglementation bancaire et financière appliquée indifféremment à tout type d'établissement conduisait en 2015 à placer en dette spéculative les émission de la Caisse de refinancement de l'Habitat gagée par les dettes hypothécaires des banques françaises aux particuliers.

La crise grecque qui portait sur environ 150 milliards € en regard d'un endettement global européen de 1500 milliards, non gérée collectivement elle en a coûté au moins trois fois plus.

Les approches initiées par France Stratégie pour classer les choix d'investissements de l'État, doivent être approfondies afin de suivre l'évolution de la structure des actifs des groupes internationaux cotés dont les postes comptables les plus importants même pour des groupes industriels, sont des actifs incorporels.

Le sujet évoqué sur le risque de transmission de pathogènes est déjà avéré avec la présente crise celle en forme de pétard mouillé de H1N1. Ce qui n'est pas acceptable c'est de paralyser le pays sur des alertes de ce type.

Le seul choix possible, me semble-t-il est de développer chez les français un parcours de multi-compétence et de transmission de savoir faire de terrains. Avec l'expérience acquise des multiples zones ou les acteurs étaient sous pressions au risque de faire de nombreuses erreurs vitales, ou exposé par leur hiérarchie à des risques inconsidérés, l'information divulguée n'avait aucune portée pratique pour agir ou faire des choix de réallocation de moyens, il est important de se doter de personnel de réserve dont l'engagement est valorisé.

Un vaste champs de formations qualifiantes est à ouvrir avec un souci de minimiser les risques à l'opposé des gâchis humains des tranchées de 1914. J'ai un oncle chirurgien qui a publié un livre sur les chirurgies faciales réalisées, la visions de ces horreurs me hante encore.